

**EVALUATION DU NIVEAU DE CONNAISSANCE ET
DE PARTICIPATION DES CRD A LA MISE EN ŒUVRE
DE LA SRP (REGION ADMINISTRATIVE DE LABE)**

(Version provisoire)

Alpha Boubacar DIALLO et
Boubacar Gaoual DIALLO

Labé, février 2004

TABLE DES MATIERES

	Page
LISTE DES ABREVIATIONS	3
LISTE DES TABLEAUX	4
REMERCIEMENTS.....	4
1 INTRODUCTION	5
1.1 Tâches spécifiques.....	6
1.2 Méthodologie de travail.....	6
1.3 Déroulement de l'étude.....	7
2 PRESENTATION SOMMAIRE DE LA ZONE D'ETUDE.....	8
2.1 La préfecture de Labé.....	8
2.2 La préfecture de Mali.....	9
2.3 La préfecture de Lélouma.....	10
2.4 La préfecture de Tougué	11
2.5 La préfecture de Koubia	11
3 EVALUATION DU NIVEAU DE CONNAISSANCE ET DE PARTICIPATION DES CRD DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA SRP	13
3.1 Les CRD et le DSRP	13
3.2 Le partenariat et les réalisations locales	14
3.3 Les CRD et la gouvernance.....	17
4 LES PRINCIPALES CONTRAINTES DES CRD.....	19
4.1 Le désenclavement	19
4.2 L'hydraulique villageoise.....	20
4.3 Les clôtures grillagées.....	20
4.4 Les infrastructures scolaires	20
4.5 Les infrastructures sanitaires	21
4.6 La formation des élus	21
4.7 La réalisation d'infrastructures administratives, culturelles et d'accueil	21
4.8 Les infrastructures économiques	21
5 ANALYSE DE LA FONCTIONNALITE DES COMPETENCES LOCALES.....	23
5.1 Les collectivités décentralisées.....	23
5.2 Les services techniques	24
5.3 Les ressources humaines locales.....	24
6 RECOMMANDATIONS	25
BIBLIOGRAPHIE.....	25

LISTE DES ABREVIATIONS

ADECOMA	Association pour le Développement Economique de Mali
ADID	Association pour le Développement Intégré de Diari
AFADEK	Association des Fils et Amis pour le Développement de Koïn
AGIR	Projet d'Appui à la Gestion Intégrée des Ressources des bassins du Niger et de la Gambie
AJDD	Association de la Jeunesse pour le Développement de Diari
AJEDY	Association des Jeunes pour le Développement de Yembéring
APEAE	Association des Parents d'Elèves et Amis de l'Ecole
BAD	Banque Africaine de Développement
CA	Conseil d'Administration
CAM	Club des Amis du Monde
CC	Conseil Communautaire
CCC	Caisse Communautaire de Croissance
CRD	Communauté Rurale de Développement
CVEP	Comité Villageois d'Entretiens de Pistes
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ESSOR	Echange Sud Sud
FIV	Fonds d'Investissement Villageois
GTZ	Coopération Technique Allemande
IMDL	Impôt Minimum pour le Développement Local
KJD	Koïn Jeunesse et Développement
MST	Maladie Sexuellement Transmissible
NFQE	Niveau Fondamentale de Qualité et d'Equité
PACEEQ	Projet d'Appui Communautaire à l'Education de Base pour l'Equité et la Qualité
PACV	Programme d'Appui aux Communautés Villageoises
PAE	Projet d'Appui à l'Elevage
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAPEBMGUI	Projet d'Appui pour l'Education de Base en Moyenne Guinée
PAT	Plan Annuel d'Investissement
PDA	Plan de Développement Annuel
PDL	Plan de Développement Local
PDR Mali Yembéring	Projet Développement Rural
PDRI	Projet Développement Rural Intégré
PEGRN	Projet Elargi de Gestion des Ressources Naturelles
PSTE	Pays Pauvres Très Endettés
PRADEL	Programme de Réhabilitation Agricole et d'Appui au Développement Local
SIDA	Syndrome Immunodéficitaire Acquis
SRP	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
UGVD	Union Guinéenne des Volontaires pour le Développement
WEG	World Education

LISTE DES TABLEAUX

		Page
Tableau No 1	Informations générales sur la préfecture de Labé	9
Tableau No 2	Informations générales sur la préfecture de Mali	10
Tableau No 3	Informations générales sur la préfecture de Lélouma	11
Tableau No 4	Informations générales sur la préfecture de Tougué	11
Tableau No 5	Informations générales sur la préfecture de Koubia	12
Tableau No 6	Situation récapitulative des données de population et de superficie	12
Tableau No 7	Niveau de connaissance de la SRP/CRD	13
Tableau No 8	Niveau d'implication des CRD à la réalisation du DSRP par préfecture	14
Tableau No 9	Principaux partenaires des CRD	15
Tableau No 10	Réalisations des CRD depuis janvier 2000	16
Tableau No 11	Niveau et besoins de formation des CRD	19
Tableau No 12	Principales contraintes identifiées par priorité et par CRD	22
Tableau No 13	Niveau de fonctionnalité des CRD	24

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier certaines personnes sans lesquelles ce rapport n'aurait pu se réaliser dans de bonnes conditions, il s'agit de: M. Peter HILLEN, Représentant de la GTZ en Guinée et Conseiller Technique auprès du Ministère du Plan qui nous a apporté toute sa confiance et fourni les moyens nécessaires à la réalisation de cette étude, M. DIALLO Mamadou et tout le personnel du projet 4 A/TA de Labé pour leur important apport lors de la réalisation de la mission de terrain, M. Mamadou Saliou Kanté, chauffeur au projet GTZ/4ATA pour sa compétence et sa disponibilité le long de la mission de terrain, les autorités des localités visitées pour nous avoir facilité le contact avec les élus. Enfin, nous tenons à remercier toutes les personnes rencontrées pour leur collaboration à la réalisation de la présente mission.

1 INTRODUCTION

La République de Guinée couvre une superficie de 246.000 km². Elle est limitée par le Mali et le Sénégal au Nord, le Liberia et la Sierra Leone au Sud, la Côte d'Ivoire à l'Est, la Guinée Bissau et l'Océan Atlantique à l'Ouest.

Au dernier recensement de 1996, la population du pays est estimée à 7,6 millions d'habitants dont environ 65% sont des ruraux. Avec un taux d'accroissement de 3,1% par an, cette population pourrait être de 8,5 millions de nos jours.

La Guinée est découpée en quatre (4) régions naturelles (la Guinée maritime, la moyenne Guinée, la haute Guinée et la Guinée forestière) et huit (8) régions administratives dirigées chacune par un gouverneur. Ces dernières sont constituées d'un ensemble de préfectures à la tête de chacune desquelles il y a un préfet.

L'échelon administratif le plus bas est la sous-préfecture, celle-ci correspond à la communauté rurale de développement (CRD) qui constitue une entité politique décentralisée dirigée par un bureau élu. La CRD est créée par la loi 092 qui fixe son fonctionnement et ses domaines de compétence.

Le pays recèle d'importantes richesses minérales: outre la bauxite (deux tiers des réserves mondiales) exploitée mais non transformée, il existe d'abondants gisements de diamants, d'or, de fer, de cuivre, de titane et de nickel.

La Guinée bénéficie aussi, d'un potentiel agricole, pastoral et halieutique important ainsi que des réserves appréciables en eau de surface. De manière générale, le pays dispose d'abondantes ressources naturelles mais celles-ci sont très peu exploitées. Selon la Lettre Politique de développement Agricole (LPDA), le potentiel agricole de la Guinée est estimé à 6,2 millions d'ha cultivables, dont 20% seulement sont mis en valeur annuellement.

Les exportations du pays proviennent à 90% du secteur minier (bauxite, diamant, or), le reste étant composé de produits agricoles alimentaires et non alimentaires, de poissons, etc. Les importations, quant à elles, sont constituées d'hydrocarbures, de produits alimentaires (riz, sucre, farine, huile, produits lactés) ainsi que des produits de consommation non alimentaire.

L'aspect macro économique de la Guinée est caractérisé par:

- Une croissance économique fragile affectée par la baisse des cours mondiaux des produits du sous sol et un PIB fortement influencé par les services et les échanges relevant du secteur informel;
- Un niveau d'endettement supérieur à 3,2 milliards USD et une épargne nationale faible;
- Une gestion inadéquate des finances publiques provoquant des dérapages énormes sur les finances publiques;
- Une aggravation des disparités sociales et de la pauvreté
- Le pays est confronté depuis 2003 à de sérieux déséquilibres financiers aggravés par les pénuries d'eau, d'électricité, de communication et de ciment. Au cours de cette même période, l'inflation s'est établie à 16,1%.
- Globalement, le taux de croissance se situe autour de 2,1% contre une prévision de 4,9% pour l'année 2003. Le PIB par tête a été de 410 \$US en 2003 et devrait chuter selon les prévisions à 388,4 \$US en 2004.

A ce contexte alarmant, s'est ajouté la gestion des conséquences de l'instabilité aux frontières sud du pays (Sierra Leone et Libéria), au Nord-Ouest (Guinée Bissau) et récemment à l'Est (Côte d'Ivoire), qui a déstabilisé et provoqué horreur et désolation dans certaines préfectures victimes d'attaques rebelles et dans d'autres qui ont connu d'importants mouvements de population, soumettant ainsi à rude épreuve l'environnement et le peu d'infrastructures socio-économiques existantes.

Dans le secteur rural qui occupe et assure la subsistance de près de 70% de la population, cette politique de libéralisation s'est traduite par la définition d'une lettre de politique de développement agricole (LPDA) élaborée et adoptée en 1991, et dont la stratégie de mise en œuvre est axée sur la participation, la décentralisation et la contractualisation des interventions, de façon à obtenir un maximum d'effets et une durabilité des actions, tout en favorisant une meilleure utilisation des ressources publiques. Le gouvernement a aussi décidé de rationaliser les investissements de l'état dans le secteur de l'agriculture et de coordonner de plus près les interventions des différents donateurs. Cette décision s'est traduite par la révision en mai 1997 de la Lettre Politique de Développement Agricole et l'adoption de la LPDA 2 en 1998.

Dans la perspective de trouver des solutions à sa politique, le gouvernement s'est doté d'un cadre socio-économique d'orientation stratégique pour son développement à moyen terme, il s'agit de la Guinée vision 2010, du Programme National de Développement Humain (PNDH), de la Stratégie d'Assistance à la Guinée (SAG) et plus récemment du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Différents projets sont actuellement en cours d'exécution et sont appuyés par des financements bilatéraux ou multilatéraux. Il en est ainsi du Projet Conseiller GTZ du Ministère du Plan dont les orientations contribuent à appuyer le gouvernement dans sa démarche de lutte contre la pauvreté.

C'est en prélude à une éventuelle intervention dudit projet que la présente étude a été financée. Elle devra donner des informations sur le niveau de compréhension et de participation des 48 CRD de la Région Administrative de Labé à la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté.

Cette étude vise les objectifs suivants:

- Evaluer le niveau de participation des CRD dans l'élaboration de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP);
- Analyser les possibilités et capacités de participation des CRD dans la mise en œuvre de la SRP.

1.1 Tâches spécifiques

- Identifier le niveau de connaissance des CRD en matière de SRP;
- Evaluer la prise en compte de leurs préoccupations dans la SRP;
- Identifier et analyser le niveau de participation des CRD à l'élaboration de la SRP;
- Identifier les capacités des CRD dans le processus de mise en œuvre de la SRP;
- Définir le rôle qu'entend jouer la CRD dans la mise en œuvre de la SRP;
- Identifier et analyser les craintes et obstacles des CRD dans la mise en œuvre de la SRP;
- Recenser et analyser les actions réalisées par la CRD dans le cadre de la lutte contre la pauvreté;
- Analyser le degré d'implication de la CRD dans la gestion des infrastructures;
- Analyser les mobilisations des ressources financières (IMDL, autres ressources);
- Recenser les différentes formations des élus;
- Identifier les besoins en formation des CRD pour le renforcement de leurs capacités;
- Définir les axes de collaboration avec les différents partenaires (Projets et ONG) intervenant dans le développement socio économique des CRD.

1.2 Méthodologie de travail

Pour répondre à notre problématique, nous avons utilisé la méthodologie ci-après:

- L'équipe a procédé à une discussion et une compréhension des termes de référence, d'abord à Conakry avec le CTP et à Labé avec le chef de mission. Cette discussion a conduit à comprendre le champ d'étude et une répartition des tâches d'enquêtes et de

prise de notes sur le terrain. C'est sur cette base que la mission a conçu un guide d'entretien pour la collecte des données de terrain.

- Au cours de la deuxième étape, l'équipe a rencontré quelques intervenants de terrain (Aide et action, PLADOR) et procédé à des échanges de points de vue sur les informations de terrain et collecté des documents.
- Elle a par la suite organisé des visites de terrain dans les préfectures et CRD concernées et procédé à des enquêtes auprès des populations. Elle a ensuite procédé à des entretiens groupés directs avec les élus, des CRD, les tutelles administratives et parfois avec des personnes ressources (cadres, groupements, sages). Cette étape a duré plus que prévu.
- Sur la base des constats de terrain, l'équipe a identifié le niveau de compréhension et de participation des CRD à la mise en œuvre de la SRP.
- Après chaque entretien avec les autorités locales, il a été procédé à une petite restitution des résultats bruts de la mission pour repartir avec des données issues de consensus.
- Enfin, l'équipe a procédé à la rédaction du présent rapport final et proposé quelques recommandations.

1.3 Déroutement de l'étude

Ce travail s'est déroulé en deux étapes:

- Une phase teste sur un échantillon représentatif de 15 CRD entre mai et juin 2003. Elle a permis de déterminer la pertinence de l'étude et recommander son élargissement sur l'ensemble des 48 CRD de la Région. Cette étape a concerné les CRD ci-après: Préfecture de Labé (Diari, Popodara et Tountouroun); Préfecture de Lélouma (Balaya, Thiaguel Bori); Préfecture de Mali (Yembéring, Fougou, Gaya, Donghel Sigon et Téliré); Préfecture de Koubia (Pilimini, Matakaou) et enfin Préfecture de Tougué (Koïn, Kollet, Kouratongo). Leur choix s'est fait en tenant compte de leur potentiel économique et de l'intervention du PACV dans ces CRD.
- Une phase élargissement au cours de laquelle les 33 autres CRD de la région ont été couvertes. Elle s'est réalisée avec l'appui d'un consultant national de décembre 2003 à février 2004.

Les principales contraintes majeures auxquelles la mission s'est heurtée ont été:

- La mobilisation des autorités locales (élus et tutelles) en décembre, a souvent été rendue difficile à cause de la période électorale qui occupait ces dernières à des mouvements de campagne. D'ailleurs, nous avons dû interrompre les enquêtes de terrain pour un peu plus de deux semaines.
- Le manque d'autonomie logistique, malgré la disponibilité du projet 4A/TA qui a fourni véhicule et chauffeur, la mission a été obligée de se soumettre au programme dudit projet lorsque le véhicule est planifié pour d'autres activités.
- L'enclavement des CRD a perturbé le programme prévisionnel des visites et s'est répercuté sur le calendrier général de la mission de terrain.

L'étude est structurée de la manière suivante:

- 1- Introduction
- 2- Présentation sommaire de la zone d'étude
- 3- Evaluation du niveau de connaissance et de participation des CRD dans la mise en œuvre de la SRP
- 4- Les principales contraintes des CRD
- 5- Recommandations.

Les avis contenus dans ce rapport n'engagent que leurs auteurs.

2 Présentation sommaire de la zone d'étude

La Région Administrative de Labé objet de la présente étude est située sur la partie nord de la Moyenne Guinée, elle couvre 22.616 km² soit 9,2% de la superficie de la Guinée. Elle est constituée de 5 préfectures (Labé, Lélouma, Mali, Koubia et Tougué). Selon les données démographiques collectées en 1999, la Région compte 799.545 habitants (11,2% de la population du pays).

Les atouts du développement régional de Labé reposent à la fois sur le dynamisme de la population et sur les éléments suivants:

- L'existence de filières agricoles motrices: pomme de terre, oignon et plus récemment le coton.
- Les progrès enregistrés en matière de surveillance épidémiologique et de lutte contre les épizooties.
- L'existence d'espaces de concertation pour lutter contre le banditisme et le vol de bétail.

Malgré ce potentiel, la région reste incontestablement la plus pauvre du pays avec 39,9 % de très pauvres et seulement 14% de riches.

Les données qui suivent présentent une synthèse de ce potentiel par préfecture.

2.1 La préfecture de Labé

La préfecture de Labé est située sur l'axe central des hauteurs du Fouta Djallon sur une zone relativement pauvre en plaines et bas fonds aménageables. Labé est incontestablement la préfecture la plus densément peuplée de la région.

La forte densification de l'espace a eu pour conséquence la réduction des terres de culture au point que la superficie des champs extérieurs dépasse rarement un ha par famille. Elle a conduit à une surexploitation de la forêt et à la détérioration du milieu naturel. Enfin, elle a entraîné un fort taux d'émigration de la main d'œuvre, toutefois cette dernière rapatrie d'importantes sommes d'argent qui sont orientées vers le développement local.

Sur le plan de l'agriculture, le système de production est marqué par l'importance du fonio et des cultures de tapades. La présence de projets de développement appuyés par des partenaires divers (FAO, GTZ, FIDA, l'Union Européenne, etc.) a permis de renforcer les capacités des producteurs et des agents d'encadrement.

Dans la réalité, le commerce et l'artisanat représentent les véritables moteurs de la vie économique de la préfecture. Labé joue un rôle de plaque tournante et de redistribution commerciale à l'échelle de sa région. Malgré les tracasseries et les entraves à la libre circulation des personnes et des biens, Labé est un relais des importations provenant de la Forêt, de Conakry, de la Gambie et du Sénégal. Cette dynamique propre à la Commune Urbaine se répercute peu sur les finances locales des CRD voisines. Les effets d'entraînement attendus de cette dynamique doivent cependant servir de levier au développement local durable de la préfecture.

A ce jour, la problématique de développement de Labé repose sur la lutte contre l'exode rural, le développement de petits projets générateurs de revenus en direction des jeunes et des femmes, le désenclavement et la mise en place d'infrastructures socio économiques de base pour améliorer le niveau de vie des populations rurales.

Tableau No 1 Informations générales sur la préfecture de Labé

CRD	Date création	km2	Population	Activités principales
Afia	1992	98	14200	Agriculture, élevage, artisanat
Dalein	1991	319	18772	Agriculture, élevage, artisanat
Daralabé	1992	196	9113	Agriculture, élevage, artisanat
Diari	1992	208	13173	Agriculture, élevage, artisanat
Dionfo	1991	96	11485	Agriculture, élevage, artisanat
Garambè	1992	98	8184	Agriculture, élevage, artisanat
Kalan	1992	159	11640	Agriculture, élevage, artisanat
Kouramangui	1992	233	15222	Agriculture, élevage, artisanat
Noussy	1992	172	15000	Agriculture, élevage, artisanat
Popodara	1990	384	24033	Agriculture, élevage, artisanat
Sannou	1991	233	18396	Agriculture, élevage, artisanat
Tountouroun	1992	172	17109	Agriculture, élevage, artisanat

2.2 La préfecture de Mali

La préfecture de Mali est caractérisée par une altitude variant de 700 à 1500 m, un déficit pluviométrique, de faibles ressources en eau de surface et un enclavement presque généralisé. La partie nord (Balaki, Lébékéré et Touba) peu peuplée est inexploitée. Le sud montagneux, jouit d'une pluviométrie abondante (1500 mm d'eau par an), il concentre plus de 80 % de la population sur environ 40 % du territoire préfectoral. La surexploitation des terres et le manque d'équipements des exploitations ne permettent pas de dégager d'excédents commercialisables et conduisent la population à une émigration régulière vers les pays voisins. L'économie de Mali repose essentiellement sur l'agriculture et l'élevage. Le zonage agro écologique fait apparaître deux zones de productions plus ou moins distinctes:

- Le sud produit des céréales (fonio, maïs, un peu de riz), des tubercules (pomme de terre, manioc, taro et patate douce) et l'arboriculture mais reste déficitaire. Il nous a été signalé que des ennemis et maladies mal maîtrisés provoquent des dégâts importants sur les agrumes de la région.
- Le nord dispose de potentialités foncières énormes mais inexploitées. Les principales productions sont le fonio et l'arachide à faibles rendements.

Le cheptel est estimé à 120000 bovins, 20000 ovins et 45000 caprins, mais ces dernières années, des maladies ont ravagé une partie importante des petits ruminants.

L'artisanat est concentré autour du chef lieu de la préfecture et dans les CRD de Yembéring et de Doghel Sigon, il est dominé par le tissage et la teinture de grande notoriété. Malgré un potentiel touristique important (Dame de Mali et mont Lansa), ce secteur reste encore peu valorisé.

Dans l'ensemble, la problématique de la lutte contre la pauvreté de la préfecture de Mali repose sur la surexploitation des espaces du sud, la marginalisation des CRD du nord, la faible structuration des producteurs et le bas niveau d'accès aux infrastructures (désenclavement, santé, éducation, eau potable).

Tableau No 2 Informations générales sur la préfecture de Mali

CRD	Date création	km2	Population	Activités principales
Balaki	1992	2736	7846	Agriculture, élevage, artisanat
Gaya	1992	252	8272	Agriculture, élevage, artisanat
Dougountouny	1992	252	27548	Agriculture, élevage, artisanat
Doghel Sigon	1992	468	22135	Agriculture, élevage, artisanat
Fougou	1992	288	14783	Agriculture, élevage, artisanat
Hidayatou	1992	432	8538	Agriculture, élevage, artisanat
Lèbèkèrè	1992	1296	9533	Agriculture, élevage, artisanat
Madina Wora	1992	756	18684	Agriculture, élevage, artisanat
Salambandè	1992	396	20095	Agriculture, élevage, artisanat
Télirè	1992	270	14612	Agriculture, élevage, artisanat
Touba	1992	828	11907	Agriculture, élevage, artisanat
Yembèring	1990	252	26892	Agriculture, élevage, artisanat

2.3 La préfecture de Lélouma

La préfecture de Lélouma est caractérisée par des conditions naturelles et écologiques difficiles, un peuplement dense et des potentialités agricoles réduites. Les CRD de Lafou et Thiaghel Bori du fait de leur position sur l'axe Labé Dakar, jouissent d'un dynamisme commercial appréciable. Par contre, le reste du territoire vit d'une économie de subsistance (agriculture de montagne extensive et à faibles rendements). Avec une superficie de 4500 km² et une densité de 55 habitants au km², la population est régulièrement contrainte à l'exode.

L'activité économique de la préfecture repose sur l'agriculture mais ce secteur souffre de l'émigration des jeunes, de l'enclavement et d'un relief accidenté défavorable à la production agricole.

Les caractéristiques des principales zones agro écologiques sont les suivantes:

- La zone nord (CRD de Linsan) est à faible potentiel, elle reste marginale et dominée par des bowé. Son économie en plus de l'agriculture et de l'élevage extensif s'appuie fortement des ressources de l'émigration.
- Le sud-est, couvre les CRD de Lafou et Thiaghel Bori, il constitue la partie la plus dynamique de la préfecture aussi bien sur le plan de la production que sur celui des échanges.
- La zone du centre composée des CRD de Diountou, Korbè, Parawol et Balaya est densément peuplée. C'est une zone pastorale, à agriculture extensive de tapade et de montagne.
- Enfin la partie méridionale des CRD de Sagalé et de Hérico aux conditions agro écologiques défavorables vit d'une agriculture peu productive et des ressources des émigrés.

Dans l'ensemble, le réseau routier de la préfecture est peu développé, les équipements socio collectifs sont déficitaires.

Tableau No 3 Informations générales sur la préfecture de Lélouma

CRD	Date création	km2	Population	Activités principales
Balaya	1993	400	11221	Agriculture, élevage, artisanat
Diountou	1991	250	14507	Agriculture, élevage, artisanat
Hérico	1993	475	10250	Agriculture, élevage, artisanat
Korbè	1992	200	7001	Agriculture, élevage, artisanat
Lafou	1993	350	16041	Agriculture, élevage, artisanat
Linsansaran	1992	900	9811	Agriculture, élevage, artisanat
Mandasaran	1993	25	8745	Agriculture, élevage, artisanat
Parawol	1992	425	12618	Agriculture, élevage, artisanat
Sagalè	1991	450	13891	Agriculture, élevage, artisanat
Thiaghel Bori	1991	675	17437	Agriculture, élevage, artisanat

2.4 La préfecture de Tougué

La préfecture de Tougué est caractérisée par une couverture végétale dégradée au centre, des espaces de bowé au nord, une altitude moyenne de 600 à 800 m et une pluviométrie de plus de 1500 mm d'eau par an.

L'économie de la préfecture repose sur l'agriculture, l'élevage et l'artisanat. Le fonio est la culture dominante à côté des autres céréales et l'arachide. Le sud représente le grenier de la préfecture mais l'utilisation peu rationnelle de ses plaines ne favorise pas le dégagement d'excédents commercialisables. Le cheptel est concentré au sud dans les CRD de Koin, de Konah, de Tangaly et de Kansagui. L'artisanat repose sur le tissage et la teinture, il est de plus en plus orienté sur le marché national et sur les pays voisins (Sénégal et Côte d'Ivoire).

Sur le plan des infrastructures, le reprofilage des axes Labé Tougué et Tougué Dalaba favorise un mouvement un peu aisé des personnes et des biens. Mais la faiblesse des ressources financières locales due à la pauvreté du patrimoine fiscal constitue une limite pour le développement local de la préfecture.

Tableau No 4 Informations générales sur la préfecture de Tougué

CRD	Date création	km2	Population	Activités principales
Fatako	1992	200	10134	Agriculture, élevage, artisanat
Fello Koundoua	1993	1600	7150	Agriculture, élevage, artisanat
Kansagui	1992	500	9137	Agriculture, élevage, artisanat
Koïñ	1991	225	13901	Agriculture, élevage, artisanat
Konah	1991	375	13258	Agriculture, élevage, artisanat
Kollagui	1992	375	9200	Agriculture, élevage, artisanat
Kollet	1991	1675	14535	Agriculture, élevage, artisanat
Kouratongo	1992	775	9035	Agriculture, élevage, artisanat
Tangaly	1992	325	6140	Agriculture, élevage, artisanat

2.5 La préfecture de Koubia

D'une superficie de 3500 km², la préfecture de Koubia est caractérisée par une altitude allant jusqu'à 900 m, des plateaux cuirassés découpés de vallées profondes et d'une pluviométrie de l'ordre de 1500 mm d'eau par an.

Son économie repose essentiellement sur l'agriculture et sur l'élevage. Elle est aussi tributaire des mouvements migratoires de sa population active.

Les principales cultures sont: le fonio, le maïs, l'arachide et le mil. Le riz est faiblement pratiqué à cause du manque de terres propices à sa culture. Les sols de tapades constituent de plus en

plus des zones d'approvisionnement des ménages en ressources alimentaires. On y pratique de la polyculture vivrière et fruitière. Le système de cueillette est riche de plusieurs variétés de produits sauvages (pain de singe, lari, etc) exportés vers le Sénégal. Cependant, l'état rudimentaire des équipements et de méthodes culturales explique la régression de la production et la stagnation du monde rural ainsi que sa propension à l'exode.

Tableau No 5 Informations générales sur la préfecture de Koubia

CRD	Date création	km2	Population	Activités principales
Fafaya	1991	700	20380	Agriculture, élevage, artisanat
Matakaou	1992	438	12901	Agriculture, élevage, artisanat
Missira	1992	400	12827	Agriculture, élevage, artisanat
Pilimini	1991	650	27700	Agriculture, élevage, artisanat
Gadha Woundou	1992	1088	5226	Agriculture, élevage, artisanat

Dans l'ensemble, toutes les CRD de notre région d'étude ont été créées entre la fin de 1991 et le début de 1993. La superficie moyenne par CRD est d'environ 300 km², mais certaines (Balaki, Fello Koundoua) sont beaucoup plus étendues. On note également des disparités sur la population, Gadha Woundou compte un peu plus de 5000 habitants contre plus de 27000 à Dougountouny.

Les activités dominantes des populations reposent sur l'agriculture (fonio, arachide, mil, maïs, tubercules), l'élevage (bovins, ovins, caprins, volaille), l'artisanat (les métiers du fer, la poterie, la vannerie, la cordonnerie, etc), le commerce est peu développé.

Tableau No 6 Situation récapitulative des données de population et de superficie

Préfecture	Population	En %	Superficie totale en km ²	En %
Labé	212854	31	2368	11
Lélouma	124328	18	3050	14
Koubia	78145	11	5550	25
Mali	186591	27	8226	37
Tougué	86250	13	3276	15
TOTAL	688168	100	22470	100

De ce tableau, il ressort que la population la plus importante est concentrée dans la préfecture de Labé avec 31% de l'effectif total, Mali et Lélouma occupent respectivement les deuxième et troisième places. Sur le plan de l'étendue, les préfectures de Mali et de Lélouma avec 37 et 25 % de la superficie totale sont les plus vastes. Cette situation pose deux problèmes majeurs pour les interventions futures en termes d'infrastructures socio économiques de base et de production:

- Les préfectures les plus densément habitées sont Labé et Lélouma sont les moins étendues avec 11 et 14 % du territoire
- Le reste de la région compte une faible densité mais couvre une population plutôt marginalisée
- La population totale de la région est de 799.545 habitants dont 688.168 habitants sont des ruraux soit 86%.

3 Evaluation du niveau de connaissance et de participation des CRD dans la mise en œuvre de la SRP

3.1 Les CRD et le DSRP

Dans la plupart des cas, les CRD rencontrées n'ont que peu entendu parlé du DSRP, certaines ont abrité à deux ou trois reprises des agents d'enquête de la SRP mais n'ont eu ni compte rendu ni rapport. La SRP est presque inconnue de 80% des CRD. Le tableau qui suit donne une idée du niveau de connaissance de la SRP par les CRD.

Tableau No 7 Niveau de connaissance de la SRP/CRD

Préfectures	Bien	Passable	Médiocre	Nul
Labé	Dalein, Daralabé, Popodara	Afia, Diari, Kalan, Kouramangui, Noussy, Tountouroun	Garambè, Sannou	Dionfo
Lélouma	Balaya, Lafou, Thiaghel Bori	Diountou, Sagalè	Korbè, Linsan, Parawol	Hérico
Mali	Dougountouny, Lébékèrè, Madina Wora	Hidayatou, Salambandé	Balaki, Doghel Sigon, Touba, Yembéring	Gaya, Fougou, Télirè
Tougué	Koïn	Fatako, Tangaly	Konah, Kollagui	Fello Koundoua, Kansagui, Kollet, Kouratongo
Koubia		Fafaya, Missira		Matakaou, Pilimini, Gadha Woundou

Les grilles de connaissance de la SRP sont *bien* (CRD ayant participé à l'élaboration du document et à sa validation), *passable* (CRD ayant abrité des équipes d'enquête et qui n'ont pas eu de compte rendu), *médiocre* (CRD ayant seulement entendu parlé du DSRP) et *nul* (CRD n'ayant aucune connaissance du document).

De ce tableau, il ressort l'analyse suivante:

- 1) Aucune des CRD rencontrées ne connaît parfaitement bien le DSRP.
- 2) Dix des CRD rencontrées connaissent bien le DSRP pour avoir participé à l'élaboration du document et à l'atelier de validation de la stratégie tenu à Labé en décembre 2001. Toutefois, ces CRD ne disposent pas toutes du document et même pour celles qui le possèdent, sa diffusion n'a pas été réalisée.
- 3) Vingt six des CRD rencontrées ont une faible connaissance du DSRP, elles en ont seulement entendu parlé mais n'ont pris part ni à l'élaboration du document ni à l'atelier de validation du document.
- 4) Les autres CRD affirment carrément n'avoir aucune connaissance sur le DSRP.

Tableau No 8 Niveau d'implication des CRD à la réalisation du DSRP par préfecture

Préfecture	<i>Bien</i>		<i>Passable</i>		<i>Médiocre</i>		<i>Nul</i>	
	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%
Labé	3	25	6	50	2	17	1	8
Lélouma	3	33	2	22	3	33	1	11
Mali	3	25	2	17	5	42	3	25
Tougué	1	11	2	22	2	22	4	44
Koubia	0	0	2	40	0	0	4	80
Total	10	-	14	-	12	-	13	-

Il ressort de ce tableau que:

- Les Préfectures de Lélouma, Labé et Mali avec respectivement 33 et 25 % sont les mieux impliquées dans la réalisation du DSRP.
- Avec respectivement 80 et 44 % de non participation à la réalisation dudit document, les préfectures Koubia et Tougué sont les moins impliquées.

Toutefois, bien que le niveau de connaissance et d'implication à la réalisation du DSRP diffère d'une CRD à une autre comme le montre le constat ci-dessus, il est à remarquer que les termes « développement » et « lutte contre la pauvreté », constituent aujourd'hui les mots d'ordre non pas seulement des élus mais aussi de la société civile. A tous les niveaux, avec ou sans appui extérieur, les élus disent jouer un rôle important en rapport avec la lutte contre la pauvreté.

Ces rôles se résument dans l'ensemble à:

- La recherche d'initiatives;
- La sensibilisation de la population pour une plus meilleure participation communautaire
- L'organisation de la population autour des actions de développement
- La meilleure gestion des ressources disponibles
- La recherche d'appui auprès des institutions, des bailleurs de fonds, des associations et des personnes de bonne volonté
- La participation technique et financière à partir de fonds propres à la réalisation d'actions allant dans le sens de la réduction de la pauvreté
- Le suivi et l'entretien des actions de développement

3.2 Le partenariat et les réalisations locales

La lutte contre la pauvreté à l'échelle de chaque CRD que nous avons rencontré fait appel à la fois à des efforts internes et à des appuis de partenaires extérieurs. Au nombre des intervenants extérieurs, nous avons:

Tableau No 9 Principaux partenaires des CRD

1	PACV	Education, santé, pistes, formation des élus
2	PDRI/MALI	Agriculture, pistes, hydraulique
3	PDRI/FD	Pistes, aménagements bas fonds
4	AIDE ET ACTION	Education, formation des élus
5	KFW	Hydraulique, éducation
6	GTZ/IS	Education
7	GTZ/SANTE	Mutuelle de santé
8	GTZ/4ATA	Artisanat, formation
9	PEGRN	Environnement, crédit
10	PRAADEL	Hydraulique, pistes, aménagement, formation
11	PLADOR	Formation, organisations professionnelles
12	CREDIT RURAL	Crédit
13	PAM	Cantines scolaires, réalisation de pistes
14	AGIR	Environnement
15	NFQE	Formation, éducation
16	PACEEQ	Formation
17	PAE	Elevage
18	OPEP	Education
19	FPPD	Appui au maraîchage
20	WORD EDUCATION	Formation des APEAE
21	CGC	Appui aux groupements cotonniers
22	AMBASSADE CANADA	Clôtures grillagées
23	AMBASSADE RFA	Clôtures grillagées, santé
24	USAID	Formation, GRN
25	ECOLIERS DU MONDE	Formation

Malgré la diversité des partenaires et des secteurs d'intervention, il ressort de nos constats que certaines CRD en sont presque entièrement dépourvues. A Fello Koundoua par exemple, depuis janvier 2000 seules deux interventions ont été possibles. La KfW y a réalisé quelques forages en nombre très insuffisants et l'Ambassade d'Allemagne a financé la réfection du Centre de santé. Cette situation s'explique par le peu d'intérêt que nombre de partenaires ont de couvrir des zones rurales d'accès difficile et par l'absence de rigueur des autorités préfectorales sur le choix des zones déshéritées. Avant le reprofilage de sa piste, Balaki était dans une situation d'autarcie presque complète, aucune intervention n'y a été réalisée au cours de cette même période. Cependant, là où les interventions sont rendues possibles, il existe des rapports de partenariat entre les autorités locales (élus et tutelles) et les partenaires. Le choix des zones à couvrir, la nature des réalisations et les modalités de la participation communautaire sont définies d'accord partie et il est rare qu'un partenaire se dirige directement vers sa population cible sans référer à l'autorité locale.

A ce jour, les réalisations contenues dans le tableau suivant ont été effectuées par CRD.

Tableau No 10 Réalisations des CRD depuis janvier 2000

<i>Préfecture de Labé</i>									
CRD	salles classe	CS/PS	forages	bureaux	autre infr.	pistes (km)	ouvrages	gpts	autres
Afia	9	1	15	1		13			6 aménagements, latrines
Dalein	12	3	23			18	2	10	clôture grillage, latrines
Daralabé	13	1	13			69	2	3	latrines
Diari	17	1	6	1		56			clôture grillage, aménagement source, radio VHF
Dionfo	13		7	1		70		9	clôture grillage, latrines
Garambè	5	3	12	1			1		latrines, reboisement
Kalan	13		16			1	63	15	clôture grillage, reboisement
Kouramangui	22	2	17	1	1	31	2		clôture grillage, mutuelle de santé, radio VHF
Noussy	17		17		1	8		62	latrines, reboisement
Popodara	12		25			18		1	
Sannou	20	1			1	110		5	const. Abattoir, clôture, latrines
Tountouroun	9	2				75			
TOTAL	162	14	151	5	4	531	7	111	
<i>Préfecture de Lélouma</i>									
CRD	salles classe	CS/PS	forages	bureaux	autre infr.	pistes (km)	ouvrages	gpts	autres
Balaya	12		26			1	25	1	entretien infrastructures
Diountou	20	1	28			72			clôture CRD, crédit, IEC/IST, aménag. Rebois
Hérico	10	1	27	1	3			4	clôture grillage +s villages, reboisement
Korbè	11	1	6		2	15	1	5	clôture grillage 4 villages, aménag, lotissement
Lafou	9	2	31		2	74		4	clôture grillage 34 villages
Linsansaran	16		9			27			carrière sable, aménagement centre accueil
Mandasaran	12	1		1				10	reboisement
Parawol	17	1	21	1	3	61		6	clôture 3 villages, crédit, latrines, aménagement
Sagalè	25	2	26		3	54		28	clôture
Thiaghel Bori	17		29	1	1	77	1	1	clôture grillage
TOTAL	149	9	203	4	15	405	3	58	
<i>Préfecture de Koubia</i>									
CRD	salles classe	CS/PS	forages	bureaux	autre infr.	pistes (km)	ouvrages	gpts	autres
Fafaya	8	3	51		1	11			7
Matakaou	0								
Missira	9	2	10		1	17			72 aménagements, clôtures
Pilimini	25	4	24		5	40	2		aménagements
Gadha Woundou	11	3	17		1	100		2	salle de réunion, reboisement
TOTAL	53	12	102	0	8	168	2	81	
<i>Préfecture de Mali</i>									
CRD	salles classe	CS/PS	forages	bureaux	autre infr.	pistes (km)	ouvrages	gpts	autres
Balaki	3	1	14					1	
Gaya	0								
Dougountouy	24		9	1		150			6 pépinière forestière, introduction café arabe
Doghel Sigon	0								
Fougou	0								
Hidayatou	3		2	1	22	100			13 aménagement
Lèbèkèrè	1		5	2	24	80			12
Madina Wora	12		12	1	31	177			28 début aménagement 100 ha agricoles
Salambandè	10		3		37	75			2 construction cité AGIR
Téliirè	0			1					
Touba	8				24	90	2		6
Yembèring	0								
TOTAL	61	1	45	6	138	672	3	67	
<i>Préfecture de Tougué</i>									
CRD	salles classe	CS/PS	forages	bureaux	autre infr.	pistes (km)	ouvrages	gpts	autres
Fatako	16	2	42	2	3	47	7		49 clôture grillage 3 villages, reboisement, bibliothèque
Fello Koundoua	6	1	15			100			9
Kansagui	11					13			7
Koin	0								
Konah	12	1	12			25			44 entretien aménagements agricoles
Kollagui	16	1	22			84			15 latrines
Kollet	0								
Kouratongo	0								
Tangaly	14					40	7		28 latrines, aménag., reboisement, centre accueil
TOTAL	75	5	91	2	3	309	14	152	
Situation récapitulative des principales réalisations par préfecture									
	salles classe	CS/PS	forages	bureaux	autre infr.	pistes (km)	ouvrages	gpts	
Labé	152	14	151	5	4	531	7	111	
Lélouma	149	9	203	4	15	405	3	58	
Koubia	53	12	102	0	8	168	2	81	
Mali	61	1	45	6	138	672	3	67	
Tougué	75	5	91	2	3	309	14	152	
TOTAL	490	41	592	17	168	2085	29	469	

De ce tableau, il ressort l'analyse suivante:

- Les réalisations antérieures à 2000 n'ont pas été comptabilisées, ce qui explique que certaines colonnes n'ont pas été remplies
- 490 salles de classes ont été construites ou rénovées et entièrement équipées. Cependant majoritairement, ces réalisations sont faites en banco, lorsqu'elles ne sont pas de simples hangars ne répondant que peu ou pas aux normes minimales. Par ailleurs, dans plusieurs localités par manque d'enseignants, elles ne sont pas fonctionnelles.
- Près de 2100 kilomètres de pistes sont ouvertes ou entretenues, plus de 70% de celles-ci ont été réalisées par les collectivités avec les moyens de bord et l'entretien est assuré par le comité villageois d'entretien de pistes (CVEP).
- Environ 600 points d'eau positifs ont été réalisés pour faciliter l'accès des populations à l'eau potable grâce à l'appui des bailleurs de fonds.
- 41 postes et centres de santé pour améliorer l'accès des populations aux soins de santé. Dans bien de cas, les postes de santé fonctionnent peu ou pas du tout faute de personnels et de médicaments.
- Plus de 180 autres infrastructures socio communautaires y ont été construites par les collectivités (bureaux de CRD, Centres d'accueil, maisons de jeunes, salles de réunions, etc.).
- Sur le plan de la création de groupements, la préfecture de Tougué est la plus dynamique avec 152 groupements créés contre seulement 58 à Lélouma.
- Les aménagements et les clôtures par grillage des villages constituent les principales activités orientées vers la création de richesse dans les villages.
- Dans l'ensemble, les efforts des collectivités ont été majoritairement orienté vers les infrastructures sociales et très peu dans les activités génératrices de revenus.

Par ailleurs, d'autres actions non moins importantes ont été réalisées dont entre autres: les aménagements de bas fonds, les clôtures grillagées, l'ouverture de puits pastoraux, la réalisation d'ouvrages de franchissement, le reboisement, la construction de centres NAFA et de magasin de stockage des produits agricoles, le lotissement de chefs lieux de CRD, l'installation de radios VHF, ouverture et exploitation de carrières de sable, la construction de mosquées et la sensibilisation des populations sur les IST/SIDA.

3.3 Les CRD et la gouvernance

La Sous préfecture est la tutelle rapprochée des CRD. Elle représente l'Etat et en tant que tel, joue un rôle de courroie de transmission entre celui-ci et la CRD.

Des concertations régulières ont lieu entre elles. La sous préfecture conseille et accompagne tous les efforts de développement de la CRD par la facilitation des différentes démarches de celle-ci au près des autorités supérieures, la participation dans la sensibilisation des collectivités autour des actions de développement, le suivi dans la réalisation des actions, l'appui dans le recouvrement de l'IMDL et les autres taxes (taxes forestières, taxes d'abattage, taxes de stationnement du bétail et de véhicules, droits de marché, etc.).

De l'avis de l'ensemble des CRD rencontrées, il existe une bonne collaboration avec les élus et leur tutelle, les élus que nous avons rencontré ont tendance à dissimuler les malentendus et les divergences de points de vue qui les opposent à leur tutelle. Le sentiment de soumission à l'autorité est encore dominant chez nombre d'élus qui n'ont que peu perçu la mission d'une CRD et les relations sensées exister avec l'administration. Dans la réalité, la pression est forte sur les CRD et la fissure ne se remarque que lorsque les débordements dépassent le seuil du tolérable. A Salambandé par exemple, le sous préfet est interdit de séjour pour faute morale lourde.

Des principales difficultés signalées nous retenons entre autres:

- La faible transparence entre l'autorité de tutelle et la CRD
- L'improvisation de certaines dépenses dites protocolaires
- Le poids des prélèvements imposés par l'autorité préfectorale sur les CRD
- Les charges d'entretien imprévues induites par les multiples missions officielles et techniques
- La faiblesse des revenus de la sous préfecture impliquant ainsi l'appui financier de la CRD dans la résolution des problèmes
- Le manque d'agents techniques spécialisés pour un appui de la CRD en matière de: recouvrement de l'IMDL et des taxes diverses, traitement du cheptel, traitement phytosanitaire et formation des élus.

Dans ce chapitre, nous avons également identifié le niveau de formation des élus et leurs besoins, le tableau qui suit donne la synthèse des informations qui y ont été relevées.

De ce tableau il se dégage les constats suivants:

- Les CRD appuyées par le PACV et AIDE et ACTION ont reçu plusieurs formations. Ces formations sont axées entre autres sur la décentralisation, la fiscalité, la gestion des ressources humaines, la gestion des ressources financières, la technique de passation de marché et le diagnostic participatif.
- Les formations ont été dominées par les modules de la décentralisation, suivi de la fiscalité et des IST/SIDA. On note les CRD de Lélouma sont les mieux formées, ce qui pourrait peut être expliquer la nature très dynamique des élus de la zone. Mali et Koubia viennent en second plan. La demande en formation reste partout la même à de rares exceptions et concerne la recherche de partenariat, le montage de projet, la fiscalité. Les domaines de la gestion des ressources naturelles, la passation de marchés et la décentralisation sont aussi sollicités l'ensemble des CRD à des degrés divers.
- L'avis des bénéficiaires des ces formations varie d'une zone à une autre. A Madina Wora par exemple, les élus estiment que le contenu des cours est faible et que ceux ci ne sont pas appuyés de supports documentaires alors que dans la majorité des cas (formés nouveaux), la satisfaction est complète.
- Par ailleurs, les CRD dans leur totalité expriment le besoin de se former, même les compétences acquises ont été sollicitées pour une remise à niveau. Les formations en décentralisation, fiscalité, gestion des ressources humaines et techniques de montage de requêtes de financement sont les plus demandées.

Tableau No 11 Niveau et besoins de formation des CRD

Préfecture de Labé

CRD	Décentralisation	Fiscalité	IST/SIDA	Projets	Gestion	Partenariat	Autres	Besoins
Afia	●	●						GRH, Marchés, Code civil
Dalein	●	●	●					GRH, Marchés, Code civil
Daralabé								Décent. Fiscalité, Projets,
Diari								Décent. Fiscalité, Projets,
Dionfo								Décent. Fiscalité, Projets,
Garambè								Finances locales, GRH,
Kalan								Finances locales, GRH,
Kouramangui								Finances locales, GRH,
Noussy								Finances locales, GRH,
Popodara								Décent. Fiscalité, Projets,
Sannou								Décent. Fiscalité
Tountouroun								Décent. Fiscalité

Préfecture de

CRD	Décentralisation	Fiscalité	IST/SIDA	Projets	Gestion	Partenariat	Autres	Besoins
Balaya								Décent. Fiscalité, Projets,
Diountou	●	●						Partenariat, Projets, IST, Finances
Hérico	●	●						Partenariat, Projets, IST, Finances
Korbè	●	●	●					Partenariat, Projets, IST, Finances
Lafou	●	●						Partenariat, Projets, IST, Finances
Linsansaran	●	●						Partenariat, Projets, IST, Finances
Mandasaran	●	●						Projets, Partenariat, IST
Parawol	●	●						GRH, GRN, Projets, Finances
Sagalè	●	●						GRH, GRN, Projets, Finances, IST
Thiaghel Bori								GRH, GRN, Projets, Finances, IST

Préfecture de

CRD	Décentralisation	Fiscalité	IST/SIDA	Projets	Gestion	Partenariat	Autres	Besoins
Fafaya	●	●	●				DP	Partenariat, Projets, IST, Finances
Matakaou	●							Projets, Partenariat, IST
Missira								Partenariat, Projets, IST, Finances
Pilimini								GRH, GRN, Projets, Finances, IST
Gadha Woundou	●						alphabétisation	Partenariat, Projets, IST, Finances

Préfecture de Mali

CRD	Décentralisation	Fiscalité	IST/SIDA	Projets	Gestion	Partenariat	Autres	Besoins
Balaki	●						Code civil	Partenariat, Projets, IST, Finances
Gaya								GRH, GRN, Projets, Finances, IST
Dougountouny	●						Marchés	Partenariat, Projets, IST, Finances
Doghel Sigon								GRH, GRN, Projets, Finances, IST
Fougou								Partenariat, Projets, IST, Finances
Hidayatou	●						DP, GRN	GRH, GRN, Projets, Finances, IST
Lèbèkèrè	●						Code civil	GRH, GRN, Projets, Finances, IST
Madina Wora	●		●				Code civil	Partenariat, Projets, IST, Finances
Salambandè	●						Code civil	GRH, GRN, Projets, Finances, IST
Téllirè								Projets, Partenariat, IST
Touba	●		●					GRH, GRN, Projets, Finances, IST
Yembèring								Projets, Partenariat, IST

Préfecture de

CRD	Décentralisation	Fiscalité	IST/SIDA	Projets	Gestion	Partenariat	Autres	Besoins
Fatako								Projets, Partenariat, IST, Décent, Fisc
Fello Koundoua								Projets, Partenariat, IST, Décent, Fisc
Kansagui								Projets, Partenariat, IST, Décent, Fisc
Koin								Projets, Partenariat, IST, Décent, Fisc
Konah	●	●						Projets, Partenariat, IST, Décent, Fisc, IST
Kollagui								Projets, Partenariat, IST, Décent, Fisc, IST
Kollet								Projets, Partenariat, IST, Décent, Fisc, IST
Kouratongo								Projets, Partenariat, IST, Décent, Fisc, IST
Tangaly	●	●					Marchés, Fina., Infrst	Projets, Partenariat, IST, Décent, Fisc, IST

4 Les principales contraintes des CRD

4.1 Le désenclavement

Dans 80% des CRD que nous avons rencontré, la contrainte principale (issue des entretiens) est le désenclavement. Nous avons relevé les indicateurs suivants pour mesurer l'ampleur de la situation:

- Il faut 3 heures en véhicule TT et 10000 GNF de transport pour aller de Dougountouny à Yembèring situé à moins de 40 km.

- Pour aller de Badougoula à Dougountouny centre distant seulement de 18 km, il faut faire un détour de 200 km en passant par Labé.
- Dans cette même CRD et à Kouratongo, un chargement de sable de moins de 8 m³ coûte entre 600 et 700000 GNF.
- A Touba, la piste est dans un état tel, qu'il faut environ 6 heures pour faire les 80 km qui séparent son chef lieu de Mali centre. La CRD est si enclavée qu'elle se prédispose de la soudure de saison des pluies en réservant une bonne partie de ses récoltes pour la saison des pluies, période où elle reste entièrement coupée du reste du monde.
- La CRD de Fello Koundoua est sans doute la plus enclavée. Il faut 8 heures à un véhicule TT pour faire les 100 km qui séparent Tougué centre au chef lieu de la CRD.

4.2 L'hydraulique villageoise

Le problème de l'eau potable constitue la deuxième contrainte relevée dans les collectivités que nous avons rencontrées. Malgré les efforts qui ont été consentis en la matière, des secteurs entiers restent privés d'eau en certaines périodes de l'année (février – juin). Des heures entières sont consacrées à la corvée d'eau par les jeunes et les femmes. Dans certains villages dépourvus de forage on assiste souvent à des bagarres sanglantes au point d'eau lorsqu'une femme tente de perturber l'ordre d'arrivée. Ce fût le cas de cette femme battue à sang et qui a perdu ses parures en or à Dougountouny. Dans un village de la CRD de Gaya, une femme a été tuée par un serpent dans un point d'eau, ces attaques d'animaux sauvages sur les femmes sont courantes. Pour aller chercher de l'eau, les femmes se font accompagner de leurs époux armés en certaines périodes de l'année.

4.3 Les clôtures grillagées

A l'origine de cette situation, il nous a été dit que la pauvreté des sols et le manque d'équipements adéquats des exploitations agricoles ne permettaient plus de dégager des productions suffisantes pour les besoins des familles rurales. C'est ainsi que tous les jeunes de plus de 15 ans sont partis en laissant les travaux des champs aux femmes et aux personnes âgées. Travailler sur les champs extérieurs, entretenir l'habitat, clôturer, mettre en valeur les tapades et s'occuper des autres activités deviennent alors difficiles pour les familles à déficit de main d'œuvre. C'est ainsi que les ménages prennent l'option de s'orienter prioritairement sur les tapades. Mais la protection de celles-ci contre la divagation des animaux domestiques constitue la préoccupation majeure de l'ensemble des villages de notre étude. En effet, la tapade de par son mode de mise en valeur permet de sécuriser les ménages ruraux en ressources alimentaires diversifiées (maïs, tubercules, condiments, fruits, etc.). Malheureusement, les animaux en divagation au moment des cultures entraînent la destruction systématique de ces productions et exposent les paysans à une insécurité alimentaire particulièrement rude en saison des pluies. Cette contrainte est relevée dans plus de 60% des CRD concernées par notre travail. D'autre part la mise en place de mécanismes de lutte contre les épidémies qui ravagent les petits ruminants et la volaille a été soulignée dans presque l'ensemble des CRD rencontrées.

De nos constats, il est à relever que la population dans les villages d'étude est de plus en plus vieillissante. Dans les CRD de Dionfo, de Sannou, de Hydayatou et dans toutes les CRD de Lélouma, ce constat nous a été confirmé lors des entretiens avec les élus.

4.4 Les infrastructures scolaires

A ce jour plusieurs enseignants contractuels communautaires en fonction dans les districts sont entièrement pris en charge par les collectivités. C'est le cas particulièrement à Fello Koundoua, à Dougountouny, à Hérico, à Dionfo, à Missira, à Touba, à Parawol, à Gadha Woundou, etc. Sur le plan des bâtiments, la plupart des écoles sont construites en banco, dans certains milieux

(Fello Koundoua, Dougountouny, Parawol, Touba, etc.), les populations ont consenti de gros efforts pour construire elles-mêmes des écoles en banco, parfois des hangars inappropriés. Cette situation se répercute sur le taux de fréquentation et le niveau élevé de déperdition des élèves. En effet, plus de 75% des enfants en âge scolaire ne sont pas à l'école faute de structures adéquates ou de personnels. D'autre part, la réalisation d'infrastructures scolaires de niveau collège a été particulièrement soulignée à Hidayatou. Dans cette localité, l'enseignement s'arrête au niveau du primaire parce que les enfants admis au collège sont contraints à l'abandon faute de tuteur dans les CRD voisines.

4.5 Les infrastructures sanitaires

La dynamique de construction des infrastructures sanitaires au chef lieu des CRD et dans les districts, vise à rapprocher les services de soins de santé aux populations. Mais dans bien de cas le manque d'infrastructures et de personnels contraignent les citoyens concernés à transporter (en hamac) des malades ou des femmes en travail sur des distances dépassant parfois les 40 km. D'autre part, les personnels de santé sont souvent réticents à rejoindre leurs postes d'affectation qu'ils jugent inconfortables et trop éloignés. Les CRD de Balaki, de Fello Koundoua, de Gadha Woundou, Dougountouny, Hidayatou, Wora, Touba et bien d'autres sont dans cette situation. Malheureusement, depuis janvier 2000, seules 52 centres et postes de santé ont été construits dans les CRD concernées par cette étude.

4.6 La formation des élus

En dehors des CRD couvertes par le PACV et plus récemment par les programmes de l'ONG Aide et Action, nous avons constaté que très peu d'élus ont eu des formations. Dans le lot de celles qui en ont bénéficié, la CRD de Doghel Sigon se distingue particulièrement, son président est régulièrement sollicité pour former ses collègues sur les thèmes de la *décentralisation, le code civil et la fiscalité*. Pour le reste, la demande est élevée dans les domaines de la fiscalité, le montage de projet, la passation de marché, la recherche de financement, les IST/SIDA, etc.

4.7 La réalisation d'infrastructures administratives, culturelles et d'accueil

Cette demande est propre à toutes les CRD des préfectures de Mali, Tougué, Koubia et une partie de Lélouma. Mais elle est plus préoccupante dans les CRD de Touba, Fello Koundoua, Parawol, Hérico, Balaki, Gaya et Dougountouny. A Parawol et à Touba par exemple, c'est le même bâtiment qui sert à la fois de bureau et de logement au sous préfet et au secrétaire communautaire. La dotation des tutelles en moyens de communication radio VHF a été également relevée dans certaines CRD.

4.8 Les infrastructures économiques

Elles concernent la réalisation de marchés (abattoirs, étalages, boutiques de ventes, magasins de stockage) mais surtout des mécanismes de protection des cultures et du bétail de plus en plus menacés. Ce besoin reste valable pour l'ensemble de la région, mais il a été surtout exprimé dans les CRD de Koïn, dans le centre de Lélouma (Lafou, Thiaguel Bori, Korbè) et à Mali (Yembéring, Doghel Sigon).

Tableau No 12 Principales contraintes identifiées par priorité et par CRD

Préfecture de Labé

CRD	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5	Autres
Afia	Formation élus	Partenariat	Aménagements	Santé	Education	Hydraulique
Dalein	Désenclavement	Hydraulique	Education	Formation élus	Prot. Cheptel	Tapades
Daralabé	Formation produ.	Education	Gouvernance	Lutte vol bétail	Prot. Cheptel	Appui gpts
Diari	Formation élus	Désenclavement	Aménagements	Education	Prot. Cheptel	Appui gpts
Dionfo	Aménagements	Prot. Cheptel	Tapades	Lutte vol bétail	Désenclavement	Appui gpts
Garambè	Education	Formation élus	Hydraulique	Désenclavement	Aménagements	Infras. Administ.
Kalan	Appui gpts	Formation élus	Tapades	Hydraulique	Santé/éducat.	Désenclavement
Kouramangui	Formation élus	Désenclavement	Aménagements	Education	Prot. Cheptel	Appui gpts
Noussy	Désenclavement	Aménagements	Hydraulique	Tapades	Prot. Cheptel	Education
Popodara	Appui gpts	Formation élus	Tapades	Hydraulique	Santé/éducat.	Désenclavement
Sannou	Hydraulique	Tapades	Appui gpts	Aménagements	Santé/éducat.	Communication
Tountouroun	Hydraulique	Tapades	Appui gpts	Aménagements	Santé/éducat.	Communication

Préfecture de Lélouma

CRD	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5	Autres
Balaya	Désenclavement	Santé/éducat.	Hydraulique	Aménagements	Prot. Vgtaux	Infras. Administ.
Diountou	Santé	Désenclavement	Hydraulique	Tapades	Education	Marchés
Hérico	Désenclavement	Aménagements	Hydraulique	Santé/éducat.	Marchés	Formation élus
Korbè	Désenclavement	Marchés	Formation élus	Hydraulique	Education	Infras. Administ.
Lafou	Marchés	Désenclavement	Hydraulique	Tapades	Santé/éducat.	Formation élus
Linsansaran	Education	Hydraulique	Santé/éducat.	Désenclavement	Aménagements	Tapades, intrants
Mandasaran	Hydraulique	Désenclavement	Aménagements	Santé/éducat.	Infras. Administ.	Formation élus
Parawol	Désenclavement	Santé/éducat.	Hydraulique	Aménagements	Prot. Vgtaux	Infras. Administ.
Sagalè	Désenclavement	Santé/éducat.	Hydraulique	Formation élus	Infras. Administ.	Communication
Thiaghel Bori	Désenclavement	Santé/éducat.	Hydraulique	Formation élus	Infras. Administ.	Communication

Préfecture de Koumbia

CRD	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5	Autres
Fafaya	Désenclavement	Hydraulique	Santé/éducat.	Tapades	Marché	Formation élus
Matakaou	Formation élus	Désenclavement	Aménagements	Education	Prot. Cheptel	Appui gpts
Missira	Tapades	Désenclavement	Hydraulique	Santé/éducat.	Marché	Prot. Vgtaux
Pilimini	Marchés	Désenclavement	Hydraulique	Tapades	Santé/éducat.	Formation élus
Gadha Woundou	Désenclavement	Tapades	Hydraulique	Santé/éducat.	Marché	Prot. Vgtaux

Préfecture de Mali

CRD	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5	Autres
Balaki	Hydraulique	Santé/éducat.	Désenclavement	Aménagements	Tapades	Formation élus
Gaya	Désenclavement	Tapades	Hydraulique	Santé/éducat.	Marché	Prot. Vgtaux
Dougountouny	Désenclavement	Santé/éducat.	Hydraulique	Infr. Administrat.	Tapades	Prot. Vgtaux
Doghel Sigon	Santé/éducat.	Hydraulique	Tapades	Désenclavement	Infr. Administrat.	Equip. Agricoles
Fougou	Désenclavement	Tapades	Hydraulique	Santé/éducat.	Marché	Prot. Vgtaux
Hidayatou	Santé/éducat.	Hydraulique	Tapades	Désenclavement	Infr. Administrat.	Equip. Agricoles
Lèbèkèrè	Désenclavement	Tapades	Hydraulique	Santé/éducat.	Formation élus	Prot. Vgtaux
Madina Wora	Tapades	Hydraulique	Désenclavement	Santé/éducat.	Formation élus	Marché
Salambandè	Tapades	Désenclavement	Hydraulique	Santé/éducat.	Formation élus	Prot. Vgtaux
Télirè	Désenclavement	Santé/éducat.	Hydraulique	Infr. Administrat.	Tapades	Prot. Vgtaux
Touba	Hydraulique	Désenclavement	Santé/éducat.	Marché	Prot. Vgtaux	Tapades
Yembèring	Tapades	Désenclavement	Hydraulique	Santé/éducat.	Formation élus	Prot. Vgtaux

Préfecture de Tougué

CRD	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5	Autres
Fatako	Tapades	Santé/éducat.	Désenclavement	Hydraulique	Aménagements	Formation élus
Fello Koundoua	Désenclavement	Aménagements	Hydraulique	Santé/éducat.	Infr. Administrat.	Formation élus
Kansagui	Désenclavement	Tapades	Santé/éducat.	Hydraulique	Infr. Administrat.	Communication
Koïn	Désenclavement	Aménagements	Hydraulique	Santé/éducat.	Infr. Administrat.	Formation élus
Konah	Désenclavement	Santé/éducat.	Formation élus	Aménagements	Tapades	Exploit minière
Kollagui	Tapades	Santé/éducat.	Hydraulique	Formation élus	Communication	Infr. Administrat.
Kollet	Tapades	Désenclavement	Hydraulique	Santé/éducat.	Formation élus	Prot. Vgtaux
Kouratongo	Désenclavement	Aménagements	Hydraulique	Santé/éducat.	Infr. Administrat.	Formation élus
Tangaly	Tapades	Santé/éducat.	Désenclavement	Hydraulique	Formation élus	Infr. Administrat.

De ce tableau, nous tirons les remarques suivantes:

- 20 CRD sur 48 (42%) sollicitent le désenclavement comme première priorité et 12 CRD (25%) comme seconde priorité,
- la clôture des tapades par les grillages est choisie par 17% des CRD comme première priorité. Ce choix intéresse particulièrement les préfectures de Tougué, Mali et Kouba,
- l'hydraulique apparaît comme première priorité seulement dans 5 CRD sur 48, mais revient régulièrement en deuxième et troisième priorités,
- les infrastructures scolaires, sanitaires, administratives et d'accueil viennent seulement en troisième priorité,
- les activités génératrices de revenus, la protection du cheptel, le traitement des cultures et les infrastructures économiques apparaissent plus fréquemment en quatrième et cinquième priorité.

A notre avis, il serait plus que nécessaire d'examiner les possibilités d'une intervention urgente selon le zonage ci-après:

Zone d'extrême pauvreté

Caractérisée par l'inexistence de projets, de partenaires extérieurs et d'intervention de ressortissants. Dans ce groupe, on a: Fello Koundoua, Gadha Woundou, Fafaya, Touba, Gaya, Lébékéré, Balaya et Parawol. En priorité, il doit être envisagé un appui en infrastructures socio économiques de base, la clôture des tapades et un vaste programme de formation.

Zone de pauvreté

Caractérisée par un potentiel important mais peu valorisé à cause de facteurs externes dépassant les possibilités de la collectivité (faiblesse des ressources locales, enclavement par exemple), ce sont toutes les CRD de Labé, Dougountouny, Téliré, Fougou, Hidayatou, Salambandé et Konah. Les interventions dans cette zone sont à orienter prioritairement sur les activités génératrices de revenus, la lutte contre les ennemis et maladies des cultures et du bétail et la formation.

Zone de pauvreté relative

Concerne le reste des CRD de la région, elle est caractérisée par l'abondance d'infrastructures communautaires et d'initiatives en matière de développement local. Les interventions devraient concerner la formation, le crédit, la lutte contre les maladies des cultures et des petits ruminants.

5 Analyse de la fonctionnalité des compétences locales

L'un des mandats de notre mission prévoyait une appréciation de la fonctionnalité des compétences locales dans la perspective de déterminer les atouts majeurs sur lesquels pourrait s'appuyer un programme de réduction de la pauvreté à l'échelle de la région. Dans ce chapitre, nous avons analysé les forces et les faiblesses des collectivités locales, des services techniques et les autres ressources humaines locales. Il en est ressorti le constat ci-après.

5.1 Les collectivités décentralisées

C'est en 1991 que les CRD (communautés rurales de développement) ont été créés par l'ordonnance N° 92. Elles ont pour mission de favoriser le développement économique et social des communautés réunies autour d'elles. A ce jour, cette politique de décentralisation est opérationnelle dans la région, mais on constate que la CRD est plus orientée vers des réalisations de prestige à son chef lieu (écoles, logements, bureaux, etc.). S'il faut construire ailleurs, les districts et les populations se débrouillent avec leurs maigres ressources et les contributions volontaires. Nous avons constaté que si les populations adoptent la CRD comme organe de

développement, elles la retiennent aussi comme le bras des services administratifs chargé de percevoir des taxes et imposer des directives. Par contre, elles se reconnaissent parfaitement bien dans les conseils de district qu'elles ont directement élu. En général, les gens qui y siègent sont issus des autorités traditionnelles largement respectées dont les sages jouissent d'une notoriété reconnue.

5.2 Les services techniques

Les services techniques qui existent à l'échelle de la sous préfecture sont: le commandement, l'éducation, la santé, le développement rural. Dans l'ensemble des CRD visitées, nous n'avons pas rencontré tout le personnel, mais il nous a été signifié par endroit sa disponibilité et sa motivation. Toutefois, tous les services techniques manquent cruellement de moyens de collecte et de conservation de l'information. Cette faiblesse limite considérablement leur capacité d'action en terme de réalisation de missions de terrain. Dans bien de cas, pour aller de la préfecture aux districts, les cadres utilisent leurs maigres moyens. D'autre part, les espaces de concertation sensés définir les plans de développement annuel bien qu'institutionnalisés ne fonctionnent que timidement. En général c'est dans les CRD qui sont couvertes par le PACV ou par des projets que l'identification et la planification des actions de développement sont possibles. Chaque structure évolue à vase clos et rend directement compte à l'autorité sous préfectorale. En l'état actuel, les services techniques ne peuvent que faiblement participer à un programme de développement, si des pré requis comme la formation et l'équipement ne sont pas résolus.

5.3 Les ressources humaines locales

Elles sont de deux ordres, les associations formelles reconnues par l'autorité préfectorale dont la mission est à l'image de celle des ONG, c'est à dire promouvoir un développement local (formation, protection de l'environnement, IEC, santé, etc.) et les associations informelles fondées sur l'appartenance à un groupe d'âge, de sexe ou d'intérêt. Les unes et les autres sont animées de bonnes intentions et contribuent aussi bien à la réalisation qu'à l'entretien d'infrastructures d'intérêt communautaire. Toutefois, celles qui ont bénéficié d'une reconnaissance de l'autorité préfectorale s'attendent à une aide de l'état ou des partenaires extérieurs et c'est souvent le fondement de leur création. De l'avis des élus contactés, les associations socio traditionnelles vivant sur place ou regroupées en associations de ressortissants constituent un support à la base de développement durable et une force à valoriser dans tout programme de lutte contre la pauvreté.

Tableau No 13 Niveau de fonctionnalité des CRD

Préfectures	Bien	Passable	Médiocre
Labé	Kouramangui, Diari, Dalein, Daralabé	Afia, Popodara, Kalan, Noussy, Tountouroun	Garambè, Sannou Dionfo
Lélouma	Diountou, Lafou, Thiaghel Bori	Sagalè, Korbè, Hérico	Linsan, Parawol, Balaya
Mali	Dougountouny, Lébékèrè, Madina Wora	Hidayatou, Salambandé	Balaki, Doghel Sigon, Touba, Yembéring, Gaya Fougou Télirè
Tougué	Koïn	Fatako, Tangaly, Konah, Kollet	Kollagui Fello Koundoua, Kansagui, Kouratongo
Koubia	Pilimini	Fafaya, Missira	Matakaou, Gadha Woundou

Nous retenons de ce tableau que c'est dans les préfectures de Labé et de Lélouma que les CRD sont plus fonctionnelles. Mali, Tougué et Koubia renferment plus de problèmes dans le fonctionnement de la plupart de leurs CRD.

6 Recommandations

Au plan des recommandations, il convient de signaler que les besoins des CRD sont plus ou moins identiques même si l'ordre des priorités diffère d'une CRD à l'autre. Ils s'articulent principalement autour des éléments suivants:

- Le désenclavement des localités et des zones de production par l'ouverture des pistes pour la facilitation du mouvement des personnes et leurs biens
- L'accès à l'eau potable par la réalisation de forages, de puits améliorés et d'aménagement des sources
- L'accès aux soins de santé par la construction et l'équipement des centres et postes de santé
- L'accès à l'éducation des enfants par la construction d'écoles et la mise à disposition de personnels enseignant
- La formation des élus et des associations de producteurs en matière de création d'initiatives et de renforcement des capacités de gestion des paysans
- L'aménagement de terres agricoles et la clôture par grillage des tapades
- L'appui des services préfectoraux pour la lutte contre les maladies du petit ruminant, de la volaille et des petits ruminants
- Le renforcement des capacités des élus.

Partout où la mission est passée, les élus ont manifesté une joie extrême de compter parmi les partenaires de la GTZ connue selon eux pour son sérieux. Nous avons relevé que les attentes des CRD sont énormes malgré que nos interventions dissuadent les espoirs d'une possible intervention.

A notre avis, il serait plus que nécessaire d'examiner les possibilités d'une intervention urgente selon le zonage ci-après:

Il reste entendu que les modalités de ces interventions doivent faire l'objet d'une analyse plus détaillée, mais devraient exclure les investissements lourds tel que le désenclavement ou les forages.

Par ailleurs, afin d'anticiper sur une possible intervention de la GTZ dans la région en matière de réduction de la pauvreté, il convient d'envisager dans les meilleurs délais:

1. L'organisation rapide d'un voyage d'étude sur un projet similaire actuellement en cours au Sénégal pour un groupe d'élus et de leurs tutelles.
2. L'apprentissage d'un performant logiciel de base de données en cours dans ce même projet.

Bibliographie

- Bureau Régional Plan: Bulletin statistique, Ministère du Plan 2002, 135 pages
- Dirasset, 1988: Etude socio économique régionale (Moyenne Guinée), Ministère du Plan, 351 pages.
- FMI, 2003: Rapport sur les progrès de mise en œuvre de la SRP en Guinée, septembre 2003, 17 pages.
- IDA 2003: Stratégie d'Assistance de Pays (Guinée), mai 2003, 34 pages.
- Ministère du Plan, 2004: Cadrage macro économique de la Guinée, février 2004.
- Ministère du Plan, 2003: Stratégie Régionale de Réduction de la Pauvreté (Région Administrative de Labé), Ministère du Plan 2003.